

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'ASSOCIATION

Confédération Nationale des Associations Familiales Catholiques
Association régie par la loi du 1er juillet 1901

EXERCICE CLOS LE 31/12/2025

Siège social : 28, place Saint-Georges - 75009 Paris



Confédération Nationale des Associations Familiales Catholiques

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de la Confédération Nationale des Associations Familiales Catholiques,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Confédération Nationale des Associations Familiales Catholiques relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels» du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe (page 03) qui expose le changement de méthodes relatif à la présentation des comptes annuels conformément au règlement ANC n° 2023-03.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme



significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 26 mars 2026

D.Associations

Catherine Faraut

Signé par :
Catherine Faraut
2A1F36A9E19249C...

Page 4 sur 4

CNAFC
ASSOCIATION FAMILIALE
28,PLACE ST GEORGES

75009 PARIS

N° Siret
NAF (APE)
N° Identifiant
Période du
au
Tenue de compte : EUR

78440882500015
9499Z

01/01/25
31/12/25

BILAN ACTIF AU 31/12/2025

ACTIF	Exercice 2025			Exercice 2024
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	272 352,00	197 760,00	74 592,00	0,00
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	197 760,00	197 760,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes	74 592,00		74 592,00	
Immobilisations corporelles	65 902,34	42 721,74	23 180,60	0,00
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres Immobilisations corporelles	65 902,34	42 721,74	23 180,60	0,00
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières	15 418,01		15 418,01	15 418,01
Participations et Créances rattachées	9 618,01		9 618,01	9 618,01
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	5 800,00		5 800,00	5 800,00
Total I	353 672,35	240 481,74	113 190,61	15 418,01
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	24 456,94	3 460,00	20 996,94	9 508,78
Avances& acomptes versés/commandes	18 179,32		18 179,32	14 593,99
Créances	110 328,70	45 945,97	64 382,73	182 313,56
Créances clients, usagers et comptes rattachés	87 764,97	45 945,97	41 819,00	58 407,17
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	22 563,73		22 563,73	123 906,39
Valeurs mobilières de placement	550 550,00	0,00	550 550,00	550 550,00
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	820 437,25		820 437,25	871 868,02
Charges constatées d'avance	36 392,81		36 392,81	14 225,68
Total II	1 560 345,02	49 405,97	1 510 939,05	1 643 060,03
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 914 017,37	289 887,71	1 624 129,66	1 658 478,04

CNAFC
ASSOCIATION FAMILIALE
28, PLACE ST GEORGES

75009 PARIS

N° Siret 78440882500015
NAF (APE) 9499Z
N° Identifiant
Période du 01/01/25
au 31/12/25
Tenue de compte : EUR

Page :2

BILAN PASSIF AU 31/12/2025

PASSIF	Exercice 2025	Exercice 2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves	500 000,00	500 000,00
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	500 000,00	500 000,00
Report à nouveau	887 438,32	812 833,37
Excédent ou déficit de l'exercice	16 266,66	74 604,95
Situation nette (sous total)	1 403 704,98	1 387 438,32
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	1 403 704,98	1 387 438,32
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	22 460,40	56 859,51
Total II	22 460,40	56 859,51
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	11 408,50	8 106,25
Total III	11 408,50	8 106,25
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	0,00	0,00
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	43 611,66	61 545,02
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	114 954,48	81 692,95
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	27 969,64	61 940,99
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	20,00	895,00
Total IV	186 555,78	206 073,96
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 624 129,66	1 658 478,04

CNAFC
ASSOCIATION FAMILIALE
28, PLACE ST GEORGES

75009 PARIS

N° Siret 78440882500015
NAF (APE) 9499Z
N° Identifiant
Période du 01/01/25
au 31/12/25

Tenue de compte : EUR

COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2025

Page :3

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	462 477,75	442 297,69
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	40 744,80	38 263,77
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	8 807,68	5 959,07
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	135 644,00	135 644,00
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	475 071,70	426 375,99
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	284 577,96	344 620,10
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	72 454,20	95 824,62
Utilisations des fonds dédiés	34 399,11	
Autres produits	60 926,14	59 462,13
Total I	1 575 103,34	1 548 447,37
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	18 342,09	16 380,79
Variation de stock	-11 358,16	2 005,29
Autres achats et charges externes	761 720,98	715 356,15
Aides financières	74 364,00	52 655,00
Impôts, taxes et versements assimilés	21 733,84	18 555,45
Salaires et traitements	457 289,06	388 795,62
Charges sociales	177 955,18	145 445,87
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 166,27	1 222,59
Dotations aux provisions	60 814,47	72 454,20
Reports en fonds dédiés	0,00	56 859,51
Autres charges	17 476,69	17 476,36
Total II	1 580 504,42	1 487 206,83
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-5 401,08	61 240,54
PRODUITS FINANCIERS	27 473,74	15 340,41
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	27 473,74	15 340,41
Reprises sur provisions, dépréciations	0	0
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	27 473,74	15 340,41
CHARGES FINANCIERES	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	0
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	0	0
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	27 473,74	15 340,41

COMPTE DE RESULTAT (SUITE)	Exercice 2025	Exercice 2024
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	22 072,66	76 580,95
PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00	0,00
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations		
Total V	0,00	0,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	0,00	0,00
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	0,00	0,00
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	5 806,00	1 976,00
Total des produits (I + III + V)	1 602 577,08	1 563 787,78
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 586 310,42	1 489 182,83
EXCEDENT OU DEFICIT	16 266,66	74 604,95
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
<i>Dons en nature</i>		
<i>Prestations en nature</i>		3 182,64
<i>Bénévolat</i>	1 252 741,00	1 253 723,00
TOTAL	1 252 741,00	1 256 905,64
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
<i>Secours en nature</i>		
<i>Mises à disposition gratuite de biens</i>		
<i>Prestations en nature</i>		3 182,64
<i>Personnel bénévole</i>	1 252 741,00	1 253 723,00
TOTAL	1 252 741,00	1 256 905,64



Annexe aux comptes annuels

PRÉAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice est de **1 624 129.66€** comprenant un bénéfice de **16 266.66€**.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par le Bureau de la Confédération et arrêtés le 07/03/2026 par le CA de la Confédération.

OBJET SOCIAL

Dans l'esprit de la première association catholique de chefs de famille (ACCF) créée en 1905, l'association dite « Confédération Nationale des Associations Familiales Catholiques » (la Confédération) regroupe des fédérations et associations régies par la loi de 1901 et pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle par la loi de 1908 ayant pour buts notamment de :

- a) promouvoir la famille, communauté de vie et d'amour, le mariage, l'ouverture à la vie et le respect de la vie, l'éducation de ses membres et la responsabilité éducative des parents, sa participation à la vie sociale ;
- b) étudier, affirmer et mettre en œuvre la doctrine familiale et sociale de l'Église catholique : la faire connaître, aider les familles à en vivre, agir pour sa mise en application dans la société ;
- c) promouvoir les droits des familles, tels qu'ils sont définis par la Charte des droits de la famille du Saint-Siège de 1983, et, en référence à la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, défendre les intérêts spirituels, moraux et matériels de l'ensemble des familles sur les plans national et international,
- d) représenter les intérêts familiaux dont elle assume la charge directement auprès des Pouvoirs Publics conformément aux dispositions du Code de l'action sociale et des familles et par l'intermédiaire de l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF) et des Unions Départementales des Associations Familiales (UDAF) ;
- e) assurer la représentation des familles dans tout organisme public ou privé se préoccupant des questions pouvant intéresser les familles sur les plans national et international ;
- f) assurer la défense des intérêts spirituels, moraux et matériels des familles, notamment dans les domaines du respect des consciences, de la protection de la vie de la conception à la mort naturelle et de la dignité de la personne humaine, de l'éducation, de l'enseignement, de la moralité publique et de la consommation ;

- g) intervenir dans les affaires de prostitution et de proxénétisme conformément aux dispositions de l'article 2-22 du Code de procédure pénale, dans les affaires de toxicomanie ou de violence sur les enfants ou un membre de la famille et généralement dans toutes les affaires où sont en cause les fléaux sociaux, et aider ceux qui en sont victimes ; ainsi que les atteintes à l'intégrité et à la dignité des personnes ou au respect de la vie ; assister les familles victimes d'injustices ;
- h) exercer devant toutes les juridictions toute action en justice, notamment les droits réservés à la partie civile, relativement aux faits de nature à nuire aux intérêts spirituels, moraux et matériels des familles, en particulier ceux visés aux paragraphes précédents, en application de tous textes législatifs et réglementaires en vigueur, et notamment des articles 227-15 à 227-28 du Code pénal, et en qualité d'association de consommateurs agréée ;
- i) orienter, animer, coordonner les associations et fédérations adhérentes, et travailler au développement du mouvement ;
- j) procurer aux adhérents et aux responsables des associations et fédérations adhérentes, l'information et la formation nécessaires à l'exercice de leurs responsabilités ;
- k) apporter aide et soutien aux familles adhérentes, et en particulier à celles qui sont éprouvées par la séparation, le deuil, le handicap ou la précarité ;
- l) fonder, rendre et coordonner tout service d'intérêt familial lié notamment à la consommation et à l'environnement.

Elle a pour objet de faire connaître l'enseignement familial et social de l'Église catholique, d'aider les familles à en vivre, d'agir dans la société pour sa mise en application.

MISSIONS SOCIALES

Les trois « missions sociales » de la CNAFC, inscrites dans les statuts et annoncées dans la charte de l'an 2000 peuvent être détaillées selon le tableau suivant :

a) promotion de la famille	Valoriser et promouvoir la famille fondée sur le mariage, ouverte à la vie comme chemin de bonheur et d'épanouissement de la personne.
b) services aux familles	Discerner localement les besoins des familles et prendre des initiatives pour y répondre : services, rencontres, formation, aide éducative...
c) représentation des familles	Être une force de proposition permanente auprès des acteurs économiques, sociaux et politiques, pour que le choix de la famille et l'accueil de l'enfant soient facilités.

MOYENS MIS EN ŒUVRE

La Confédération met en œuvre tous les moyens utiles à la vie du mouvement, à la formation des familles et à la réalisation de ses buts, en particulier par :

- a) des commissions d'études, services de formation, conférences, colloques, journaux et publications, communications sur les réseaux sociaux, expositions, manifestations ;
- b) des interventions auprès des Pouvoirs Publics, organismes privés, médias nationaux et internationaux ;
- c) des représentations dans les organismes publics ou privés, nationaux ou internationaux ;
- d) la gestion de services, entraide ou participation à des services éducatifs ;
- e) et tous autres moyens nécessaires à la réalisation de ses buts.

FAITS CARACTERISTIQUES

Au cours de l'année 2025, les effectifs salariés ont atteint le nombre de postes ouverts conformément au budget. Cette année de plein exercice se traduit par une masse salariale importante, mais prévue. L'absence de départ et les arrivées réalisées montrent le dynamisme de la structure.

Cette augmentation a permis de s'affranchir du mécénat de compétences fautes de projets à confier. Néanmoins, cette pratique tend à revenir en 2026.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels, les annexes ont été établis en application du règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général sous réserves des dispositions particulières aux associations dans le règlement ANC n° 2018-06

Les règlements ANC n° 2022-06 et ANC n° 2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers sont applicables de manière obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

La présente clôture constitue ainsi un exercice de première application de ces textes.

Les comptes ont été présentés conformément aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat prévus par le règlement ANC n° 2023-03.

Cette première application n'emporte pas de conséquences sur les comptes des exercices antérieurs, en dehors des éventuels reclassements requis pour se conformer aux nouveaux modèles. Aucun reclassement significatif n'a toutefois été nécessaire au titre de l'exercice.

Au titre de l'année 2025 nous n'avons bénéficié ni de legs, ni de subvention d'investissement. Les sommes collectées relevant de la générosité du public ont été toutes utilisées à la réalisation des missions sociales, sans report d'un exercice sur l'autre.

Le règlement ANC n°2018-06 définit les fonds dédiés comme « la partie des ressources dédiées par les tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard ».

Ces sommes constituent un compte de passif appelé « fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « reports en fonds dédiés ».

Pour mémoire, une partie de contribution financière non utilisée en 2024 avait fait l'objet d'un report en fonds dédiés à hauteur de 56 859.51€, au cours de l'exercice 2025 ce fond dédié a été utilisé en partie à hauteur de 34 399.11€. Toutes contributions financières reçues au titre de 2025 ont été utilisées pendant l'exercice.

À toute fin utile nous rappelons que l'application du nouveau règlement ANC n°2018-06 nous impacte :

au niveau du vocabulaire à utiliser

- « subvention » : réservé aux ressources de nature publique ;
- « contributions financières » : soutien facultatif octroyé par une entité de droit privé ;
- « tiers financeurs » : autorités administratives, donateurs, testeurs, mécènes et personnes morales de droit privé à but non lucratif.

au niveau de la présentation de nos comptes

Le compte de résultat, présenté en liste et non plus en tableau, distingue les produits d'exploitation dans les principales catégories suivantes : Cotisations, Ventes de biens et services, et Produits de tiers financeurs.

Le règlement ANC n°2018-06 instaure le caractère obligatoire de fournir les informations relatives aux contributions volontaires en nature.

Les contributions volontaires en nature correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces ainsi que de biens meubles ou immeubles, auxquels il convient d'assimiler les dons en nature redistribués ou consommés en l'état par l'association. Cet enregistrement se traduit, par la présentation au pied du compte de résultat de deux colonnes de totaux égaux sous la rubrique « Évaluation des contributions volontaires en nature ».

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables,
- indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- provisions pour risques et charges : elles sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la date de clôture des comptes ;
- amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire sur la base de leur durée de vie économique ;
- provisions pour dépréciation d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrecouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes ;
- stocks de marchandises : ils sont évalués au dernier prix d'achat connu et, le cas échéant, ils ont été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêt des comptes.
- Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Les immobilisations financières comprennent les parts de la Société de l'immeuble où nous louons les locaux du siège. Le montant des parts figurant au bilan correspond à la valeur retenue lors de l'acquisition ou à la réception de parts par donation. Aucune provision n'a été constituée suite à la comparaison avec la valeur actuelle de la SA telle que présentée lors de sa dernière Assemblée générale.

Actif immobilisé	à l'ouverture	augmentation	diminution	à la clôture
Immobilisations incorporelles 205000	197 760			197 760
Acomptes sur Immo en cours 237000		74 592		74 592
Immobilisations corporelles 218100/300/400	40 555	25 347		65 902
Immobilisations financières 261000/275000	15 418		0	15 418
TOTAL	253 733	99 939	0	353 672

Amortissements et provisions	à l'ouverture	augmentation	diminution	À la clôture
Immobilisations incorporelles 280500	197 760	681110	0	197 760
Immobilisations corporelles 281810/830/840	40 554	681120 2 167	0	42 722
		0	0	
TOTAL	238 315	2 167		240 482

Nature des biens immobilisés	montant	amortis. au 31/12/25	valeur nette au 31/12/25	durée
Progiciels 205000	197 760	280500	197 760	0
Acomptes sur Immo en cours 237000	74 592		0	74 592
Installation et agencement 218100	16 814	281810	13 428	3 386
Matériel de bureau et informatique 218300	38 601	281830	23 808	14 793
Mobilier 218400	10 487	281840	5 485	5 002
Immobilisations financières	15 418		15 418	
TOTAL	353 672	240 482	113 190	

Créances, VMP

Le fait générateur des créances pour :

- les factures émises, est la date de celles-ci ;
- les dons, est l'encaissement ou l'engagement irrévocable ;
- les subventions, est l'encaissement à moins qu'elles ne résultent d'un engagement ferme et irrévocable.

Etat des créances	montant brut	à un an	à plus d'un an	rappel n-1
Clients 411/418	87 765	87 765	0	119 165
Autres créances 40981/445830 /448700	0	0	0	6 606
Charges constatées d'avance 486000	36 393	36 393	0	14 226
Débit/crédit divers 468700	22 564	22 564	0	117 300
TOTAL	146 722	146 722	0	257 297

Provisions pour dépréciation

Nature des provisions	à l'ouverture	dotation	reprise	à la clôture
Stocks et en-cours 397000	3 590	681730 3 460	781730 3 590	3 460
Comptes de tiers 491000	60 758	681741 45 946	781740 60 758	45 946
Comptes financiers 590001	0	0	0	0
TOTAL	64 348	49 406	64 348	49 406

Les valeurs mobilières de placement sont souscrites au Crédit Mutuel, leurs valeurs brutes correspondent au prix d'achat ou de souscription. Les moins-values latentes sont provisionnées.

Nature des valeurs mobilières de placement	Valeur comptable au 31/12/2025	Valeur comptable au 31/12/2024
Bons à court terme 507150/508600/508800	0	0
FCP, obligations, PS 508300/508700	50 550	50 550
CIC Compte à Terme	0	0
CM Comptes à Terme	300 000	500 000
TOTAL	350 550	550 550

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Nature des provisions	à l'ouverture	dotation	reprise	à la clôture
Provision engagement retraite 153000	8 106	68153 11 408	78153 8 106	11 408
Provision pour charges 157000	0	681500 0	781500	0
TOTAL	8 106	11 408	8 106	11 408

Etat des dettes	montant total	de 0 à 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans
Dettes financières diverses	0	0		
Fournisseurs 401/408	43 612	43 612		
Dettes fiscales & sociales	114 954	114 954		
Charges à payer	0	0		
Autres dettes	27 970	27 970		
Compte liaison FAFCE 182010	1 769	1 769		
Centralisation débit/crédit divers	10 758	10 758		
Aide et subvention à reverser 468620	3 064	3 064		
Autres Avoirs				
Divers charges à Payer	12 379	12 379		
TOTAL	186 536	186 536	0	0

Dans les « autres dettes » se trouvent :

- le solde de la redevance 2025 destinée à l'association européenne, FAFCE, dont nous sommes membre, de « 1 € par famille adhérente », qui a été facturée aux AFC mais qui n'est pas encore encaissée. En novembre 2026 nous solderons le carnet 2025 vis-à-vis de la FAFCE, et les éventuels mouvements qui suivront seront affectés à la CNAFC ;
- la partie de la subvention pour le secteur « consommation », reçue en décembre, sera reversée aux antennes locales début 2026.

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice comprend les prestations de publicité, les abonnements aux journaux, les ventes de documentation ainsi qu'une redevance à régler par les Fédérations ou AFC organisatrices des Chantiers éducation. La valorisation est faite par des résolutions de l'Assemblée générale de l'exercice précédant et par la tarification du bon de commande.

La répartition est la suivante :

Nature du chiffre d'affaires	montant TTC	taux
Prestations de services 706000 → 708500	8 808	17.77 %
Ventes de marchandises 707300 → 707500	40 744	82.23 %
TOTAL	49 552	100.00 %

Autres informations relatives au compte de résultat

Les dons inscrits sont ceux encaissés au 31 décembre 2025 .

Les premières semaines de janvier se poursuit l'acheminement du courrier et l'encaissement des titres principalement chez notre partenaire du traitement des enveloppes « T ».

Ces encaissements seront affectés à l'exercice 2026, et seuls les titres datés de 2025 et encaissés avant le 31 janvier 2026 donneront droit à l'émission d'un reçu fiscal 2025.

Cette disposition est celle de l'an passé, elle a permis d'arrêter les comptes au plus tôt et laissé le temps nécessaire pour satisfaire aux obligations fiscales.

La provision 2025 pour dépréciation du compte client, 45 946€, a été calculée fin janvier en tenant compte des encaissements reçus en 2026 des AFC et du risque couru avec certaines d'entre elles.

La provision pour engagement retraite est calculée pour les salariés présents au 31/12, sur la base du salaire brut mensuel à cette date, multiplié par le nombre d'années entières de présence et par un coefficient de 1/10 jusqu'à 10 ans de présence et 1/15 au-delà.

Le montant des honoraires pour la mission d'audit des comptes 2025 par nos commissaires aux comptes s'élève à 10 260€ TTC

DÉTAIL DES POSTES CONCERNÉS PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

Comptes d'actif	montant
Factures à établir 4180	2 000
Charges constatées d'avance 486000	36 393
TOTAL	38 393

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	montant
Fourniss. fact. non parvenues 408100	16 592
Produits constatés d'avance 487000	20
TOTAL	16 612

Dettes fiscales et sociales	montant
Personnel Rémunérations dues 421000	0
Provision congés payés 428200	53 610
Provision charges s/cp 438200	27 132
Taxe salaires à payer 448600	1 075
Etat - charges à payer 448630/448620	5 806
Etat - charges à payer (Prélèvement à la source) 4421	
TOTAL	87 623

Tableau variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT		AUGMENTATION		DIMINUTION		A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
	MONTANT	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT
Fonds propres sans droit de reprise								
Fonds propres avec droit de reprise								
Écarts de réévaluation								
Réserves	500 000							500 000
Report à nouveau	812 833	74 605	0					887 438
Excédent ou déficit de l'exercice	74 605	74 605		16 267	0	0	0	16 267
Dotations consommables								
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées								
TOTAL	1 387 438	0	0	16 267	0	0	0	1 403 705

Montants des concours publics et subventions

Les subventions retenues sont celles encaissées dans l'exercice ou résultant d'un engagement irrévocable.
En application du nouveau règlement ANC n°2018-06 le Fonds spécial UNAF est comptabilisé en contribution financière.

	2022	2023	2024	2025
	k€	k€	k€	k€
DGCCRF	30,6	30,6	30,6	30,6
FNDVA	51,1	51,0	51,0	51,0
CAF	50,5	50,5	54,0	54,0
Total	132,2	132,1	135,6	135,6

Montants des contributions financières

	2022	2023	2024	2025
	k€	k€	k€	k€
Afc/Fédérations	24,4	28,3	54,3	30,1
Autres Fondations	1,7	26,0	94,0	16,3
Fonds spécial UNAF	213,5	221,8	234,1	238,2
Total	239,6	276,1	344,6	284,6

Le compte de résultat par origine et destination

	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
		Dont		Dont
A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	TOTAL	Générosité du public	TOTAL	Générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations sans contrepartie				
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels non affectés	475 072	475 072	426 386	426 386
- Dons manuels affectés	0	0	0	0
- Legs, donations et assurances-vie				
- Mécénat				
1.3 Autres produits liés à la générosité du public				
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations avec contrepartie	462 478		442 298	
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie	284 578		344 620	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	110 478		103 674	

3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	135 644		135 644	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	72 454		95 825	
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEBIES ANTERIEURS	34 399			
TOTAL	1 575 103	475 072	1 548 447	426 386

Les cotisations avec contrepartie : Les Fédérations départementales et Associations familiales catholiques locales adhérentes contribuent au fonctionnement de la Confédération par le versement d'une cotisation annuelle et bénéficient en contrepartie de services

CHARGES PAR DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont Générosité du public	TOTAL	Dont Générosité du public
1 - MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	841 083	399 176	728 169	353 215
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France			0	0
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger				
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité	75 896	75 896	73 161	73 161
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	14 607		9 199	
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	588 104		547 364	
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	60 814		72 454	
5 - IMPÔT SUR LES BENEFICES	5 806		1 976	
6 - REPORTS EN FONDS DEBIES DE L'EXERCICE			56 860	
TOTAL	1 586 310	475 072	1 489 183	426 376
EXCEDENT OU DEFICIT	16 267		74 605	

	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	TOTAL	Dont Générosité du public	TOTAL	Dont Générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Bénévolat	1 252 741	1 252 741	1 253 723	1 253 723
Prestations en nature Dons en nature				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestations en nature Dons en nature				
TOTAL	1 252 741	1 252 741	1 253 723	1 253 723
CHARGES PAR DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont Générosité du public	TOTAL	Dont Générosité du public
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
Réalisées en France	1 252 741	1 252 41	1 253 723	1 253 723
Réalisées à l'étranger				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT				
TOTAL	1 252 741	1 252 741	1 253 723	1 253 723

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES

Le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public est présenté conformément au règlement ANC n°2018-06.

Le tableau des emplois distingue bien les trois « missions sociales » de la CNAFC, lesquelles sont inscrites dans les statuts et annoncées dans la charte de l'an 2000. Le détail de ces missions est le suivant :

a) promotion de la famille	Valoriser et promouvoir la famille fondée sur le mariage, ouverte à la vie comme chemin de bonheur et d'épanouissement de la personne.
b) services aux familles	Discerner localement les besoins des familles et prendre des initiatives pour y répondre : services, rencontres, formation, aide éducative...
c) représentation des familles	Être une force de proposition permanente auprès des acteurs économiques, sociaux et politiques, pour que le choix de la famille et l'accueil de l'enfant soient facilités.

Les trois missions sociales représentent aussi bien les actions vers le réseau interne (adhérents), le réseau familial (UNAF ...) que les actions vers un public plus large.

La CNAFC n'a pas pour mission principale de collecter et redistribuer les dons mais d'agir dans tous les domaines qui relèvent de la représentation nationale. En conséquence, les sommes collectées dans l'année sont toutes utilisées à la réalisation des missions sociales, sans report d'un exercice sur l'autre.

Principe d'affectation des coûts

La méthode et les modalités de répartition ont été validées par le Conseil d'Administration du 28 novembre 2009 et ont été appliquées à cet exercice sans modification.

Pour chaque mission sociale définie, il convient de procéder à l'affectation de l'ensemble des coûts engagés, supportés par l'association. Ces coûts qui disparaîtraient si la mission sociale n'était pas réalisée peuvent être :

Soit des coûts directs ; issus de la comptabilité générale et affectés directement à l'emploi concerné ;

Soit des coûts indirects de structure ou de fonctionnement imputés suivant une clé de répartition issue d'une comptabilité analytique et appliquée à la masse salariale et aux charges sociales.

Les frais de recherche de fonds, constitués uniquement par les frais d'appel à la générosité du public, regroupent les coûts directs ; issus de la comptabilité générale et affectés directement à l'emploi concerné ;

et des coûts indirects de structure ou de fonctionnement imputés suivant une clé de répartition issue d'une comptabilité analytique et appliquée à la masse salariale et aux charges sociales.

Le montant figurant sur le tableau Compte d'Emploi annuel des Ressources, en colonne des ressources, est constitué, en grande majorité, par le produit des mailings 2025 puis par les prélèvements qui se poursuivent des campagnes antérieures.

Les autres produits sont les dons en ligne et les dons spontanés.

Les mailings de cet exercice et les dons reçus en ligne ne prévoyaient pas d'affectation à une opération spécifique, aussi la clé retenue pour répartir les ressources entre les trois missions sociales est une règle par parts égales, une fois déduits les frais d'affranchissement et de traitement des retours (2.1 frais d'appel).

Les frais de fonctionnement de la Confédération sont financés d'une part par le versement des contributions annuelles de ses membres : Associations familiales catholiques locales et des Fédérations départementales. L'assiette pour établir le montant de ces contributions est le nombre de familles adhérentes aux AFC.

Ces frais sont d'autre part couverts par l'attribution de subventions par des organismes publics au titre de la participation de la CNAFC à des politiques publiques ciblées (défense du consommateur, soutien à la parentalité, et par le Fonds spécial de l'UNAF, destiné au financement des unions d'associations familiales.

Tableau globalisé de compte d'emploi 2025 des ressources avec affectation des ressources collectées auprès du public par type d'emplois (en milliers d'euros)

EMPLOIS PAR DESTINATION	Exercice N	Exercice N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE	Exercice N	Exercice N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - MISSIONS SOCIALES			1 - RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations sans contrepartie		
- actions réalisées directement			1.2 Dons Legs Mécénats		
a) promotion de la famille	133,00	117,73	Dons manuels non affectés	475,10	426,40
b) services aux familles	133,10	117,74	Dons manuels affectés	0	0
c) représentation des familles	133,10	117,73	Legs, donations et assurances-vie		
- versements à d'autres organismes agissant en France			Mécénats		
- actions PMA sans Père		1	1.3 Autres ressources liées à la générosité du public		
1.2 Réalisées à l'étranger					
- actions réalisées directement					
- versements à d'autres organismes agissant à l'étranger					
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	75,90	73,01			
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés					
2.3 charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics					
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT					
TOTAL DES EMPLOIS INSCRITS	475,10	426,40	TOTAL DES RESSOURCES	475,10	426,40
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS			2 – REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		
5 -REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE			3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES		
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC			DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC		
TOTAL GENERAL	475,10	426,40	TOTAL GENERAL	475,10	426,40
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)		
			(+)Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public		
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)		

	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	TOTAL	Dont Générosité du public	TOTAL	Dont Générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Bénévolat	1 252 741	1 252 741	1 253 723	1 253 723
Prestations en nature Dons en nature				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestations en nature Dons en nature				
TOTAL	1 252 741	1 252 741	1 253 723	1 253 723

	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
CHARGES PAR DESTINATION	TOTAL	Dont Générosité du public	TOTAL	Dont Générosité du public
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
Réalisées en France	1 252 741	1 252 741	1 253 723	1 253 723
Réalisées à l'étranger				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT				
TOTAL	1 252 741	1 252 741	1 253 723	1 253 723

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

L'évaluation des contributions volontaires est prévue en fin du Rapport financier. Elle nous concerne pour le § « Bénévolat » qui a été calculé séparément sur la base suivante : identification des bénévoles qui agissent pour la Confédération, au-delà des temps de présence statutaires (CA et AG), dans les différents secteurs détaillés au rapport d'activité.

Le temps retenu est calculé à partir du nombre de journées passées par semaine, sur une base de 40 semaines par an, au taux de 2 fois le SMIC net publié en vigueur au dernier jour de l'exercice sur lequel sont calculées des charges au taux de 50%.

Le total à fin 2025 est estimé à environ 1 252,7k€, est stable par rapport à 2024. Cette contribution volontaire globale est fort significative. Elle sera présentée dans les dossiers de demande de subvention au § « Contributions volontaires en nature ». Ce montant est à comparer aux coûts salariaux (635,2 k€ en 2025) de la Confédération et montre l'importance de l'engagement de nos adhérents, tant sur le plan local qu'au niveau national, très souvent en sus des engagements qu'ils ont pris dans leurs AFC ou Fédérations d'adhésion.

Au titre de 2025, nous n'avons pas fait appel au **Mécénat de compétence**

RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

Tous les cadres dirigeants sont bénévoles, sauf le Délégué général. À ce titre nous ne fournissons pas d'information sur la rémunération des dirigeants, cela reviendrait à communiquer la rémunération d'une seule personne.

ENGAGEMENT HORS BILAN

Engagement à recevoir de 51k€ concernant la subvention FNDVA (2026)

Engagement à recevoir de 108k€ concernant la subvention CNAF (2026/2027)

ETAT SEPARÉ DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES PROVENANT DE L'ÉTRANGER

La loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a créé un contrôle des financements étrangers reçus par certains organismes.

Les associations et les fonds de dotation visés à l'article 434-1 et soumis à une obligation de publicité de leurs comptes annuels doivent à compter de l'exercice 2023 présenter dans l'annexe des comptes annuels l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger

ETAT SEPRE DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES PROVENANT DE L'ETRANGER POUR L'EXERCICE 2025 EN €

Etat Contributeur (a)	Date (b) de l'avantage ou de la ressource	Personnalité juridique(c) du contributeur	Nature ^(d) de l'avantage ou de la ressource	Caractère direct ou indirect ^(d) de l'avantage ou de la ressource	Mode de paiement(d)	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource ^(d)
BELGIQUE	04/03/2025	Personne Physique	Monétaire	Direct	CB	200
	16/04/2025	Personne Physique	Monétaire	Direct	CB	60
	11/06/2025	Personne Physique	Monétaire	Direct	CB	200
	19/12/2025	Personne Physique	Monétaire	Direct	CB	50
	15/04/2025	Personne Physique	Monétaire	Direct	Chèque	100
Total – BELGIQUE						610
MONACO	31/12/2025	Personne Physique	Monétaire	Direct	Prélèvement	1800
	04/12/2025	Personne Physique	Monétaire	Direct	Chèque	60
Total – MONACO						1860
IRLANDE	23/05/2025	Personne Physique	Monétaire	Direct	CB	50
Total – Irlande						50
Luxembourg	10/10/2025	Personne Physique	Monétaire	Direct	Virement	2000
Total – Luxembourg						2000

- (a) Les avantages et ressources sont regroupés par État. Il peut s'agir
- de l'État contributeur ;
 - de l'État du siège social d'une personne morale étrangère ;
 - de l'État du siège d'un dispositif juridique de droit étranger comparable à une fiducie ;
 - de l'État de résidence fiscale d'une personne physique non-résidente fiscale en France.
- (b) Les avantages et ressources sont classés, pour chaque État, par ordre chronologique en fonction de la date de l'encaissement ou, pour un avantage ou une ressource non pécuniaire, la date à laquelle il est effectivement acquis ou la période durant laquelle il est accordé.
- (c) Indiquer s'il s'agit :
- d'un État ou d'une autre collectivité publique ;
 - d'une autre personne morale ;
 - d'une personne physique.
- (d) Conformément à l'article 4 du décret n° 2021-1812 du 24 décembre 2021.